

L'arrivée aux commandes de Donald Trump peut-elle être l'occasion d'un redoutable tournant dans l'équilibre du monde?

Je ne suis pas un expert en géopolitique ni un spécialiste des États-Unis. Je suis un historien, qui considère que nous sommes toujours les héritiers de quelque chose ou de quelqu'un, mais que la manière dont nous usons de cet héritage n'est pas écrite à l'avance. C'est donc avant tout en historien que j'observe prudemment les soubresauts du monde actuel.

Bref retour sur deux siècles

Croissance démographique, capitalisme, démocratie, interdépendance universelle : mon point de départ est que, d'une façon ou 'une autre, nous héritons des deux siècles qui précèdent le nôtre. J'en dis quelques mots au départ. Vous comprendrez tout à l'heure pourquoi.

Le « long XIXe siècle » que retient l'historien britannique Eric Hobsbawm s'ouvre en fait à la fin du XVIIIe siècle officiel, avec les révolutions dites parfois atlantiques, entre la guerre d'indépendance américaine et la Révolution française. Il est globalement le siècle des révolutions, industrielles, démographique, sanitaire et autres encore. Mais il a deux faces inséparables. D'un côté, il est le siècle du capitalisme expansif, de l'hégémonie européenne, de la colonisation et des impérialismes. D'un autre côté, il est le siècle des sociétés de classes et de masse, du mouvement ouvrier, de l'émergence d'une politisation démocratique et des combats multiformes pour l'égalité et les droits.

Le « court XXe siècle » (1914-1991), lui, n'a pas une seule date de naissance, mais trois : 1914, 1917 et 1919. Chacune a laissé durablement sa trace :

- Août 1914 installe définitivement le modèle de la guerre moderne et de ses corrélatifs : son caractère de guerre « totale » effaçant la frontière du civil et du militaire, la mobilisation par millions, la brutalisation des sociétés, le virilisme, la banalisation du massacre de masse.
- Octobre 1917 ouvre une nouvelle ère de la révolution, élargit ses champs, renouvelle ses mythes : la révolution russe promeut un nouveau modèle social (le soviétisme), sert plus tard d'aiguillon aux compromis de l'État-providence et joue son rôle dans ce qui sera après 1945 le mouvement de décolonisation. Mais le choc de 1917 nourrit aussi la logique binaire des blocs et des camps - le « campisme », dit-on souvent. Qu'elle soit chaude ou froide, on reste sur le registre de la guerre : guerre révolutionnaire, guerre entre fascisme et démocratie, longue guerre froide.
- Enfin, la période 1919-1921 a installé l'image d'un monde régulé planétaire (SDN puis ONU). Mais ce monde se gère sur la base d'un ordre défini par les puissants. Simplement, à la différence des puissants d'avant 1914, ils ne sont plus exclusivement européens, mais mondiaux et sous hégémonie américaine.

Premier quart de siècle

Tout ceci est notre héritage. Que devient-il quand la fin de la guerre froide referme la page du XXe siècle ?

- En 1991, il y a bien un vainqueur par KO (les USA), mais le vaincu (l'URSS) disparaît purement et simplement de la scène. Au départ, tout semble donc limpide : le monde est entré dans un « nouvel ordre international » (George Bush), marqué par le triomphe universel du marché et

de la démocratie dite libérale, sous drapeau étoilé. « L'Histoire est finie », annonce l'économiste américain Fukuyama.

- Le mythe ne dure pas plus d'une année. En 1992, l'Américain Samuel Huntington popularise le thème du « choc des civilisations », entre un Occident en déclin démographique et un Islam expansif. Le 11 septembre 2001, le choc devient un « état de guerre » : le temps est à la « guerre contre le terrorisme » qui, comme toute guerre, nécessite éventuellement « l'état d'urgence » et « l'état d'exception ». Or, il en est de l'état d'exception comme de la dictature du prolétariat : on sait quand ça commence, mais pas quand ça finit...
- En toile de fond, un nouveau clivage se dessine peu à peu et semble se substituer à celui qui opposait l'Est et l'Ouest : face à face, on trouve un « Nord global » (toujours dominé par les USA) et un « Sud global » où les pays émergents (BRIOS : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) donnent le ton.
- Ajoutons trois autres données, plus transversales : les crises financières et les aléas de la croissance remettent en question de mythe de la « mondialisation heureuse » ; les dérèglements climatiques, les guerres internes ou externes et les pandémies accroissent l'instabilité et les déplacements forcés ; la crise démocratique, en fait amorcée dans les années 1970, met en question les équilibres très relatifs de la démocratie libérale.

Trumpisme : résultat et cristallisateur du désordre du monde

On est passé du « nouvel ordre » à l'image du « chaos » : c'est dans ce cadre confus qu'émerge le phénomène du trumpisme. Il ne provoque pas l'entrée dans une nouvelle période, mais il cristallise des évolutions, et il suggère une possible mise en cohérence nouvelle. Si elle s'impose, nous entrons effectivement dans une période nouvelle.

1. Partons de l'idée que Trump est pour l'instant le pivot d'un vaste conglomérat où se côtoient des idéologues (des libertariens notamment), des élites de la nouvelle économie (dont Musk est la figure marquante), des chefs d'État (Milei, Orban). Le tout cherche ouvertement des passerelles avec une droite mondiale radicalisée par ses courants extrêmes, héritiers directs ou indirects des extrêmes droites de l'entre-deux-guerres. C'est ce conglomérat qui est au cœur d'un possible tournant.

2. Il s'ancre dans un substrat matériel qui est partout celui d'un capitalisme maintenu, mais en train de se recomposer, notamment avec l'extension spectaculaire du numérique et de ses algorithmes.

- Jusqu'alors, la régulation globale de la mondialisation s'est menée sous la double égide des marchés financiers globalisés et des institutions économiques mondiales (FMI, OMC, Banque mondiale). Or ce système, dont la légitimité est gravée dans le marbre du « consensus de Washington » (1989), s'est trouvé investi par les Bries et notamment la Chine. Aux USA, l'idée s'installe donc qu'il faut trouver un nouvel élan pour contrer la nouvelle concurrence, qui a pour elle (Chine, Inde) la force combinée de la croissance et du nombre. C'est là qu'émerge l'hypothèse d'un retour aux fondamentaux initiaux du capitalisme, c'est-à-dire du mercantilisme historique : la dynamique économique d'un territoire repose d'abord sur l'exportation et sur la capacité d'un État à imposer ses normes commerciales.
- La concurrence revient à ses origines : elle n'est certes pas une jungle sans règle, mais elle est un conflit sans pitié, où certains gagnent et d'autres perdent. Les postulats du néolibéralisme d'après 1945 se lézardent. C'est ainsi que le libre-échange n'est plus considéré comme incompatible avec le jeu des taxes à l'importation : au contraire, pour

consolider la richesse nationale, la taxe vaut mieux que l'impôt. Mais, du coup, le mantra de L'OMC - plus de barrières douanières - est mis en question.

- Dans ce cadre, L'État ne se substitue pas à la libre entreprise, mais il valorise « ses » entreprises. Comment ? En les protégeant de l'extérieur ; en s'appuyant sur les plus fortes (la concentration autrefois limitée par les lois antitrust redevient une valeur) ; en assurant l'accès de son économie aux ressources internes (y compris carbonées) et externes (notamment les métaux rares) ; en déployant enfin une politique monétaire qui combine le soutien du dollar et le développement d'autres moyens de paiement (les cryptomonnaies) pour contrer les monnaies alternatives réelles ou potentielles.

3. La puissance économique reste ainsi centrale dans le nouveau dispositif réactionnaire. Mais elle s'interpénètre avec les autres registres du social.

- Dès l'instant où l'ordre du monde laisse la place au chaos, la puissance est la seule garantie de la survie et de l'expansion. Le nationalisme de puissance (*Make America Great Again*) revient en force et la nostalgie impériale prend le pas sur la défense des valeurs universelles. « L'Occident », sans doute ; mais pas le « monde libre » comme en 1947...
- Au contraire, la démocratie est dévalorisée de façon absolue par le primat de l'efficacité : le capitalisme et le libéralisme politique ne se confondent plus. Les promoteurs d'un tournant post-démocratique vont ainsi au bout de la logique esquissée en 1975 par le thinktank de la Trilateral, expliquant que les démocraties deviennent ingouvernables et qu'il faut donc passer par la case de la « gouvernance » technocratique et managériale. Aujourd'hui, on glisse de La gouvernance à l'autorité totale d'un État qui n'est plus stratège, mais sévèrement contrôleur, protecteur, régaliens et guerrier.
- Ajoutons que, dans ce nouvel univers mental, l'esprit de transaction et de compromis est tenu pour le premier pas vers le déclin ; au contraire, l'affrontement des puissances suppose que chaque peuple intérieurise la nécessité d'un esprit et d'une volonté de puissance. L'agonisme (la volonté de détruire l'ennemi, où qu'il soit) devient en lui-même une culture politique et la source de toute créativité.

4. Englobant, dans un même mouvement, l'économique, le social, le politique et le symbolique, la logique trumpienne se place ainsi au niveau des projets de société. Comment désigner la cohérence qu'il dessine ? L'économiste Pierre-Yves Hénin suggère par exemple le concept de « national-capitalisme autoritaire » ou NaCa. Pourquoi pas ? Mais on verra, au fil du temps et des analyses...

En dehors de l'entourage immédiat de Trump, quelqu'un s'est d'ailleurs chargé d'en proposer La synthèse politique : c'est l'ineffable Javier Milei, le président de la Nation argentine. Il y a quelque temps, il s'est exprimé devant le cénacle très fermé de Davos. Il n'a pas mâché ses mots...

L'Occident, explique-t-il, a perdu sa force propulsive, parce qu'il a tourné le dos à la liberté individuelle, qu'il a cédé à « l'idée sinistre, absurde et aberrante de justice sociale » et qu'il s'est englouti dans « l'expansion infinie de L'État aberrant ». Les seuls droits acceptables sont les droits à la vie, à la liberté et à la propriété. Tout le reste conduit au chaos, à l'inefficacité, à l'impuissance et *in fine* à la tyrannie. L'Occident a fini par oublier qu'il attirait nécessairement les convoitises : « la paix nous a rendus faibles ». La conséquence coule de source : il n'y a pas d'autorité sans puissance et, s'il le faut, ses effets peuvent s'exercer jusqu'au bout. Le remodelage des frontières, l'usage de la force, le chantage et le mensonge ne sont plus des horizons interdits.

Vous avez compris pourquoi je suis parti moi-même de la fin du XVIII^e siècle : le projet dessiné, par Milei et par d'autres, ne se contente pas de revenir en deçà des années 68 ou des compromis de

1945 : il veut revenir à la situation qui prévalait avant l'époque des Lumières. Il renoue ainsi ouvertement avec les fondamentaux de la contre-révolution européenne de la fin du XVIII^e siècle, celle d'Edmund Burke et de Joseph de Maistre, une pensée qui a nourri depuis lors les conservatismes et les fascismes de tout poil. Le conglomérat trumpien veut abolir plus de deux siècles d'histoire et pas seulement quelques décennies.

Une nouvelle ère ?

Ce que j'ai décrit là n'est pas seulement de l'ordre du projet : nous entrons dans une réalité, aux États-Unis et ailleurs. Ira-t-elle jusqu'au bout ? Bien sûr, nul ne peut le dire. Il ne manque pas de ressources pour y parvenir, dans le chaos inquiétant du monde, dans la montée des inégalités et des ressentiments et dans la perte de la confiance dans les vertus de la démocratie. Mais il ne manque pas non plus de contrepoids possibles, dans les inquiétudes des États qui ne sont pas au cœur de la puissance, dans les efforts des sociétés civiles et dans les ruisseaux persistants, au cœur des mobilisations populaires, de l'esprit de partage et d'émancipation. Mais, pour l'instant, ces ruisseaux ne font pas ou pas suffisamment force politique.

Au début des années 1980, Margaret Thatcher avait mis la barre haut, dans son désir de démantèlement de l'État-providence. Elle a fini par mordre la poussière, mais ses successeurs ne sont revenus que partiellement sur ses choix, parce qu'ils avaient intériorisé une part non négligeable des présupposés du Thatcherisme. Les néo-travaillistes de Tony Blair ont ainsi pensé que l'échec du soviétisme et de ses succédanés obligeait à assumer en même temps l'économie de marché et la société de marché.

La social-démocratie européenne s'est ainsi déplacée vers le social-libéralisme. Du coup, la voie a été ouverte en grand au ressentiment des catégories populaires qui se sont senties abandonnées. Or le ressentiment - qui pousse à désigner les responsables supposés des maux plutôt que de s'attaquer à leurs causes - conduit presque inexorablement vers la dénonciation des boucs émissaires et vers les politiques de méfiance et d'exclusion. Face au trumpisme, la leçon anglaise mérite d'être retenue : on ne relance pas la machine démocratique en entrant peu ou prou dans la logique de la droite extrême, quand bien même on le fait pour la contester.

Dans la période nouvelle qu'a ouverte l'élection de Trump, il faut se garder de sous-estimer la gravité de ce qui se fait et de ce qui se prépare, tout autant que de se résigner à leur fatalité. L'histoire est toujours déterminée, mais elle ne relève pas pour autant de la fatalité. Il ne faut donc pas accepter, mais au contraire combattre frontalement les actes inacceptables, les affirmations fausses et les pistes dangereuses. Il faut démonter, pied à pied, les arguments de l'adversaire et essayer, quand on le peut, de les retourner contre lui. Toutefois, mieux vaut se convaincre au départ que l'accumulation des réfutations ne suffit pas.

Ce qui fait la force de Trump, comme celle de tous ses alliés potentiels de la fachosphère, ce n'est pas le détail des propositions avancées, mais leur capacité à les relier à un grand récit, qui mobilise et qui rassure. Au cœur de ce récit se trouve ce qu'on appelle volontiers des affects. Du côté le plus à droite, les affects mobilisés sont d'abord ceux de l'inquiétude et de la peur devant un monde instable et dangereux. La réponse coule alors de source : les puissants doivent renforcer leur force, consolider le glacis protecteur des frontières et des murs, étendre l'espace de leur domination et cultiver leur conviction que leur hégémonie est la clé de l'équilibre du monde.

Aux États-Unis comme ailleurs, le ressort le plus efficace est celui qui consiste à penser que l'identité est la clé de la sûreté. « Nous ne sommes plus chez nous » et nous devons donc éloigner les étrangers dangereux, éliminer les parasites et partager les ressources disponibles entre nous et

seulement entre nous. En France, comme en Europe, l'extrême droite a patiemment façonné et diffusé la conviction (formulée dès la fin des années 1970 par Alain de Benoît) que le temps n'était plus à l'égalité, mais à l'identité. Nous entrons en grand dans la mise en œuvre de cette idée.

Mais quand une conviction s'incruste dans une vision globale, quand elle atteint la texture d'un projet de société, on ne peut espérer contredire ses ressorts qu'en insérant les valeurs opposées, dans une vision alternative, au moins aussi cohérente. Les valeurs structurantes de la gauche, depuis plus de deux siècles, tournent autour de l'égalité, couplée à la citoyenneté et à la solidarité. Au XXe siècle, elles furent au cœur de projets adossés plus ou moins au soviétisme, à l'État-providence, puis au tiers-mondisme et à l'altermondialisme. L'effondrement de l'un, la crise du deuxième et l'essoufflement du troisième ont érodé les grandes visions qui les soutenaient. Elles n'ont pas été remplacées, peut-être parce que la gauche a passé plus de temps à légitimer ses désaccords internes qu'à refonder ses projets, dont le maître mot devrait être l'émancipation.

En tout cas, c'est ce projet alternatif renouvelé et rassurant qui doit être le moteur des rassemblements et des reconquêtes à venir. Et, contre les tentations des replis nationalistes, il doit impérativement se décliner à toutes les échelles de territoire sans exception : le local, le national, l'européen, le mondial. Aucun de ces espaces ne doit être abandonné aux forces de la finance, de la puissance et de l'exclusion : négliger un seul d'entre eux fait courir le risque de l'échec global.

Or, encore une fois, quel que soit le pouvoir des propagateurs de haine, cet échec n'est pas inévitable. Mais encore faut-il se donner tous les moyens pour l'éviter, chacun selon ses possibilités et ses responsabilités.